

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium 77 547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 26/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVETECH

RN 19 - RUE BLAISE PASCAL
BP 49 - 77 720 MORMANT

Références : E 23-2293
Code AIOT : 0006501999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement REVETECH implanté RN 19 - RUE BLAISE PASCAL 77720 MORMANT. L'inspection a été annoncée le 21/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVETECH
- RN 19 - RUE BLAISE PASCAL 77720 MORMANT
- Code AIOT : 0006501999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REVETECH pratique une activité de traitement de surface de matériaux par procédés électrolytique ou chimique. L'installation est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2009 n° 09 DAIDD IC 273 imposant des prescriptions complémentaires à la société REVETECH ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017/DRIEE/UD77/056 du 15 juin 2017 actualisant la situation administrative et imposant des prescriptions complémentaires suite à la mise en rejet zéro des effluents industriels, à la société REVETECH.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Analyses des rejets
- Défense incendie
- Stockages
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société a pour projet de s'agrandir et de mettre en place de nouvelles lignes de traitement automatisées.

L'exploitant a indiqué qu'il portera à la connaissance de l'inspection son projet via un dossier de porter à connaissance. Celui-ci permettra de voir si les modifications envisagées portent sur des modifications substantielles ou non du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 2.2.2.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Plan des zones d'entreposage et de stockage provisoire des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 5.2.2.1.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.6.3.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 2.1.1.	/	Sans objet
3	Les eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 2.3.1.2.	/	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales de voiries	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 2.3.8.	/	Sans objet
5	Surveillance piézométrique	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article Chapitre 3.3.	/	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 2.4.1.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Dispositions relatives aux bains de traitements de surface	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 3.2.2.	/	Sans objet
8	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 5.1.1.	/	Sans objet
10	Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'installation	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.2.1.	/	Sans objet
11	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.3.4.	/	Sans objet
12	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est correctement tenue et respecte les prescriptions contrôlées le jour de la visite. Les documents demandés par l'inspection ont été transmis et permettent de statuer sur la conformité du site vis-à-vis de la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 2.1.1.					
Thème(s) : Risques accidentels, Consommation en eau					
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :					
<table><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Consommation maximale annuelle</th></tr><tr><td>Réseau public</td><td>950 m³</td></tr></table>	Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Réseau public	950 m ³	
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle				
Réseau public	950 m ³				
Constats : L'exploitant respecte les quantités autorisées. Le jour de la visite, il a déclaré une consommation de 710m ³ pour l'année 2021 et 800m ³ pour l'année 2022.					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 2.2.2.	
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux	
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu),• la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine. [...]	
Constats : Un plan des réseaux mis à jour en 2023 a été présenté le jour de l'inspection. Aucune modification n'a été effectuée sur le site depuis la dernière visite. Le plan devra comporter les éléments manquants (origine, vannes, compteurs, etc) et être transmis à l'inspection.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 3 : Les eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 2.3.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Ep
Prescription contrôlée : Le site dispose d'un séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales de ruissellement avant rejet. L'exutoire est muni d'un obturateur. Les eaux pluviales sont rejetées dans le bassin des eaux pluviales de la zone industrielle puis dans le réseau communal séparatif.
Constats : Le site dispose d'un séparateur d'hydrocarbures. Celui-ci est contrôlé annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales de voiries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 2.3.8.	
Thème(s) : Risques accidentels, VLE Eaux	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales et résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. localisation du rejet à l'article 2.3.5)	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MEST	30
DCO	125
DBO ₅	30
Hydrocarbures totaux	5

Constats : L'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions prescrites par la réglementation. Les dernières analyses sont datées de décembre 2022 et sont effectuées par la société SYPAC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article Chapitre 3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : La société REVETECH poursuit une surveillance annuelle de la qualité des eaux souterraines, au droit du site à partir de 3 piézomètres dont 1 en amont du site et 2 en aval dans le sens d'écoulement de la nappe phréatique. Les échantillons d'eau prélevés sont analysés pour les paramètres suivant : <ul style="list-style-type: none">- COHV,- Hydrocarbures totaux,- Chrome VI,- Métaux lourds (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Al, Sn, Argent, Titane). Les rapports d'analyses de la surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le suivi des eaux souterraines est effectué annuellement. Les dernières analyses datent de décembre 2022 et sont effectuées par la société SYPAC. Trois piézomètres sont présents sur le site. Les analyses ne mettent pas en évidence de (fortes) pollutions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 2.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Le site est propre et convenablement entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions relatives aux bains de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 3.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Émissions
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 3.2.4 du présent chapitre. L'utilisation de produits contenant des cyanures est limitée à son maximum et en tout état de cause réduite à un volume de bains égal à 1715 litres. Des études relatives à la possibilité de substitution du cyanure sont engagées dès l'utilisation de ce produit, L'utilisation de produits contenant de l'arsenic et du mercure est interdite. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange. Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités où occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.
Constats : L'installation est munie de dispositifs permettant de capter les émissions atmosphériques. Ces dispositifs sont contrôlés annuellement par l'APAVE. Le dernier contrôle est daté du 25 novembre 2022. L'exploitant devra transmettre à l'inspection les prochains résultats de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 5.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre tous les déchets générés, y compris l'ensemble des résidus de traitement (boues, rebuts de fabrication, bains usés, bains morts, résines échangeuses d'ions, etc.)
Constats : Les différents déchets dangereux du site sont évacués par la SARP dès que cela est nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan des zones d'entreposage et de stockage provisoire des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 5.2.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets. Ce plan précise, pour chaque zone repérée, la nature et la quantité des déchets qui y sont entreposés ou stockés provisoirement. Le plan visé à l'alinéa précédent est régulièrement mis à jour. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a établi et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets. Ce plan précise, pour chaque zone repérée, la nature des déchets. L'exploitant devra compléter son plan en y indiquant les quantités maximales susceptibles d'être entreposées ou stockées même provisoirement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanures, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : Les fiches de données sécurité des produits dangereux présents sur le site sont disponibles sur un réseau interne accessible à toutes les personnes habilitées. Ces fiches sont mises à jour régulièrement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques – Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques sont contrôlées annuellement par l'APAVE. Le dernier contrôle est daté du 27/02/2023. 14 nouvelles observations ont été relevées. Les réparations sont effectuées en interne par une personne habilitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant a indiqué utiliser l'application Trackdéchets pour l'évacuation de ses déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2009, article 7.6.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets; - des réserves de produits absorbants, en quantité adaptée au risque, au niveau des zones de dépotage de stockage et d'utilisation des produits chimiques et déchets; - de poteaux d'incendie publics situés à moins de 200 mètres des installations. <p>Dans ce cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de plusieurs extincteurs. Ceux-ci sont contrôlés annuellement par la société TSI. Le dernier contrôle est daté de décembre 2022 et des nouveaux extincteurs ont été installés en février 2023. Deux poteaux d'incendie publics situés à moins de 200 mètres de l'installation font également partie de la défense incendie du site. L'exploitant devra s'assurer de leur disponibilité opérationnelle permanente. Les résultats de ces contrôles devront être fournis à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a demandé un appui d'un coordinateur incendie (SSI) et du SDIS local de MORMANT pour la défense incendie de son site. Il a également indiqué qu'un Plan d'Aide à l'Intervention (PAI) était en cours de rédaction par le SDIS de Melun.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

